CONSEIL D'ETAT
LEGISLATION
23 -07- 2018
RAAD VAN STATE
WETGEVING

64002/4/LV

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Afrique du Sud sur l'exercice d'activités à but lucratif par les conjoints de membres du personnel diplomatique et consulaire, fait à Pretoria, le 14 janvier 2016

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est invité à présenter au Parlement wallon le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

Le Protocole d'adhésion à l'Accord commercial entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Colombie et le Pérou, d'autre part, en vue de tenir compte de l'adhésion de l'Équateur, signé à Bruxelles le 11 novembre 2016, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

Pour le Gouvernement wallon
Le Ministre-Président,

Willy BORSUS

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Afrique du Sud sur l'exercice d'activités à but lucratif par les conjoints de membres du personnel diplomatique et consulaire, fait à Pretoria, le 14 janvier 2016

Exposé des motifs

A. Contexte et objet de l'accord

L'objet du présent Accord soumis à l'approbation du Parlement, consiste à faciliter, sous condition de réciprocité, à certains membres de la famille des agents et autres membres du personnel des missions diplomatiques et postes consulaires sud-africains affectés en Belgique et, réciproquement, belges affectés en Afrique du Sud, l'exercice d'une activité professionnelle à but lucratif (profession salariée ou indépendante).

Le statut du personnel diplomatique et consulaire affecté par l'État d'envoi dans l'État d'accueil ainsi que le statut des membres de leur famille sont régis par les Conventions de Vienne sur les Relations diplomatiques (1961) et sur les Relations consulaires (1963). La plupart des États, dont la Belgique et l'Afrique du Sud, sont parties à ces Conventions.

Ces Conventions prévoient un certain nombre de privilèges et d'immunités dont bénéficient les membres du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires ainsi que les membres de la famille de ceux-ci faisant partie de leur ménage.

Ces Conventions ne prévoient nullement l'interdiction, pour ces derniers, d'exercer dans l'État d'accueil une activité lucrative. Néanmoins, leur statut ainsi que les privilèges et immunités qui en découlent sont, en pratique, incompatibles avec l'exercice d'une profession.

De plus, dans la plupart des États, l'accès des étrangers à une activité rémunérée est limité.

Le Conseil de l'Europe, conscient de cette problématique, a adopté une Recommandation proposant un modèle d'Accord bilatéral visant à permettre l'exercice d'une activité à but lucratif aux membres de la famille qui font partie du ménage d'un membre d'une mission diplomatique ou consulaire.
Dans le cadre de la politique menée en faveur de l'égalité des chances entre hommes et femmes, il a été décidé de proposer à la négociation, à

un certain nombre de pays, des accords bilatéraux de réciprocité visant à permettre le travail rémunéré entre autres des partenaires d'agents diplomatiques et consulaires.

B. Le contenu de l'accord

Préambule:
Le préambule expose la volonté des Parties de faciliter par cet Accord l'exercice d'activités lucratives par certains membres de la famille du personnel des missions diplomatiques et des postes consulaires dans l'État d'accueil.

Article 1er
Conditions
L'Accord bénéficie, sur base de réciprocité, au partenaire des agents diplomatiques ou des fonctionnaires consulaires ainsi qu'au tout autre membre du personnel, affectés dans les missions diplomatiques ou les postes consulaires ou les représentations permanentes auprès des Organisations internationales de l'État d'envoi, à l'exclusion des ressortissants de l'État d'accueil et des résidents permanents sur son territoire .Le même article prévoit que les facilités d'octroi de l'autorisation de travailler dans l'État d'accueil sont d'application tant que les bénéficiaires font partie de la famille du membre du personnel de l'État d'envoie et tant que lesdites personnes sont en service officiel dans cet État. L'article 1er prévoit en outre le principe selon lequel les autorités de l'État d'accueil délivrent les autorisations d'exercer une activité professionnelle conformément, d'une part, à la réglementation en vigueur dans cet État et, d'autre part, aux dispositions du présent Accord. En plus, il faut mentionner que les règles en vigueur dans l'État d'accueil en ce qui concerne les conditions d'accès et les qualifications liées à la profession considérée doivent être remplies et respectées par le bénéficiaire.

Article 2
Privilèges et immunités en matière civile et administrative Cet article tient compte du fait que les bénéficiaires de l'autorisation d'exercer une activité lucrative ne jouissent pas d'immunité de juridiction en matière civile et administrative prévues par les Conventions de Vienne de 1961 et 1963 (ou en vertu de tout autre instrument international applicable), pour tous les actes découlant de l'exercice de l'activité lucrative et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'État d'accueil.

En outre, l'Accord prévoit la levée d'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée en rapport avec de tels actes.

Article 3
Immunité en matière pénale Conformément à cet article, l'État d'envoi lève l'immunité de juridiction pénale dont jouissent les membres de la famille. Cette demande doit se rapporter aux actes ou omissions découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif. Si la levée est contraire aux intérêts de l'État d'envoi, cet État ne lèvera pas l'immunité de juridiction pénale.

La levée d'immunité d'exécution de la décision judiciaire en matière pénale doit faire l'objet d'une demande de levée spécifique de la part de l'État d'accueil à l'État d'envoi, ce dernier étant tenu de prendre sérieusement en considération ce type de requête.

Article 4
Régimes fiscal et de sécurité sociale
L'article 5 prévoit que les régimes fiscal et de sécurité sociale de l'État d'accueil sont d'application pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de leurs activités professionnelles. Par "régimes fiscal et de sécurité sociale de l'État d'accueil", il convient d'entendre l'ensemble des dispositions fiscales ou sociales en vigueur dans ledit État, en ce compris d'éventuels accords bilatéraux ou multilatéraux, existants ou futurs.

Article 5
Procédures
Cet article établit les principes qui gouverneront la procédure à suivre pour l'obtention des autorisations d'exercer l'activité à but lucratif. Les demandes doivent passer par la voie diplomatique. Après avoir parcouru la procédure, l'autorisation est également envoyée par voie diplomatique. L'article prévoit que les procédures sont suivies le plus vite possible de manière à ce que le bénéficiaire puisse exercer l'activité à but lucratif dans les meilleurs délais.

Article 7
Rapatriement de fonds
Conformément à la législation nationale, les personnes autorisées à exercer une activité à but lucratif pourront rapatrier les revenus découlant de cette activité à partir du territoire où elle était exercée. En outre, l'Accord contient les dispositions finales habituelles. L'article 6 concerne la durée et la dénonciation et l'article 8 l'entrée en vigueur. La notification que la Belgique enverra à la fin des procédures internes, sera faite au nom du Royaume de Belgique, tant pour l'autorité fédérale que pour la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone.

Décision GTTM :
Conformément à la déclaration adoptée le 08 mai 2015 par le Groupe de travail « traités mixtes », l'organe d'avis de la Conférence interministérielle de Politique étrangère, il s'agit d'un traité à caractère mixte (Etat fédéral /Régions).

C. Nature de l'Accord sur le plan interne

Le caractère mixte (Etat fédéral /Régionsde cet accord a été reconnu par le Groupe de travail Traités mixtes au sein du Groupe de travail Traités mixtes (G.T.T.M.) en date du 16/12/2014.

ACCORD

ENTRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

LA REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD

SUR

L'EXERCICE D'ACTIVITES A BUT LUCRATIF

PAR LES CONJOINTS

DE MEMBRES DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

ACCORD

ENTRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE

ET

LA REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD

SUR

L'EXERCICE D'ACTIVITES A BUT LUCRATIF

PAR LES CONJOINTS

DE MEMBRES DU PERSONNEL DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

LE ROYAUME DE BELGIQUE,
représenté par:

Le Gouvernement fédéral
Le Gouvernement wallon
Le Gouvernement flamand
Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

ET

LA REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD

DESIREUX de conclure un accord visant à faciliter l'exercice d'activités à but lucratif par certains membres de la famille du personnel de missions diplomatiques de l'État d'envoi ou de postes consulaires de ce dernier sur le territoire de l'État d'accueil,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE 1
Conditions

1.1 Sur la base de réciprocité, le conjoint d'un membre du personnel de l'État d'envoi sera autorisé à exercer une activité à but lucratif dans l'État d'accueil dans le respect des conditions énoncées ci-après.

1.2 Aux fins du présent Accord:

(a) par « membre du personnel de l'État d'envoi », on entend un agent diplomatique, un membre du personnel administratif et technique et du personnel de service de la mission diplomatique affecté auprès de l'État d'accueil ou d'une organisation internationale ayant un siège dans l'État d'accueil, un fonctionnaire consulaire, un employé consulaire ou un membre du personnel de service du poste consulaire, qui n'est pas un ressortissant ou un résident permanent de l'État d'accueil;

(b) par « conjoint », on entend une personne que l'État d'accueil a reconnue en tant que telle, qui accompagne un membre du personnel de l'État d'envoi et qui n'est pas un ressortissant ou un résident permanent de l'État d'accueil; ce terme désigne également le partenaire légal;

(c) par « Convention diplomatique », on entend la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques;

(d) par « Convention consulaire », on entend la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires.

1.3 Le conjoint qui en fait la demande sera autorisé à exercer une activité à but lucratif à compter de l'affectation du membre du personnel de l'État d'envoi jusqu'au terme de cette affectation.

1.4 L'autorisation pour un conjoint d'exercer une activité à but lucratif cessera de produire ses effets:

(a) à la date à laquelle l'affectation du membre du personnel de l'État d'envoi prend fin; ou

(b) lorsque le conjoint n'a plus le statut de membre de la famille.

1.5 L'autorisation pour un conjoint d'exercer une activité à but lucratif sera donnée conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans l'État d'accueil et ne dispensera en aucun cas le conjoint de satisfaire aux exigences légales ou autres relatives à l'exercice d'une activité à but lucratif, qu'il s'agisse de données personnelles, de qualifications professionnelles, commerciales ou autres dont l'intéressé doit justifier pour exercer une telle activité.

ARTICLE 2
Immunité de juridiction en matière civile et administrative

2.1 Au cas où un conjoint jouit de l'immunité de juridiction en matière civile et administrative dans l'État d'accueil, en vertu de la Convention diplomatique, de la Convention consulaire ou de tout autre instrument international applicable, cette immunité ne s'appliquera pas aux actes découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif et rentrant dans le champ d'application du droit civil ou administratif de l'État d'accueil.

2.2 En pareil cas, l'État d'envoi lèvera également l'immunité d'exécution de toute décision judiciaire prononcée à l'encontre du conjoint.

ARTICLE 3

Immunité de juridiction en matière pénale

Au cas où un conjoint jouit de l'immunité de juridiction en matière pénale dans l'État d'accueil, en vertu de la Convention diplomatique, de la Convention consulaire ou de tout autre instrument international applicable:

(a) l'État d'envoi lèvera l'immunité de juridiction en matière pénale dont jouit le conjoint à l'égard de l'État d'accueil pour tout acte ou omission découlant de l'exercice de l'activité à but lucratif, sauf dans les cas particuliers où l'État d'envoi estime que cette mesure pourrait être contraire à ses propres intérêts; et

(b) cette levée d'immunité de juridiction en matière pénale ne sera pas considérée comme s'étendant à l'immunité d'exécution d'une décision judiciaire, qui devra faire l'objet d'une demande de levée spécifique; dans ce cas, l'État d'envoi prendra la requête de l'État d'accueil sérieusement en considération.

ARTICLE 4

Régimes fiscal et de sécurité sociale

Conformément aux dispositions de la Convention diplomatique, de la Convention consulaire ou de tout autre instrument international applicable, le conjoint sera assujetti aux régimes fiscal et de sécurité sociale en vigueur dans l'État d'accueil pour tout ce qui se rapporte à l'exercice de cette activité dans cet Etat.

ARTICLE 5

Procédures

5.1 Toute demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif sera envoyée, au nom du conjoint, par l'ambassade de l'État d'envoi au service du Protocole du Département des Relations internationales et de la Coopération de la République d'Afrique du Sud ou à la direction du Protocole du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au développement du Royaume de Belgique, suivant le cas.

5.2 Après vérification que l'intéressé est bien un conjoint visé par le champ d'application du présent Accord et après examen de la demande officielle, l'ambassade de l'Etat d'envoi sera informée par le gouvernement de l'Etat d'accueil que le conjoint peut exercer une activité à but lucratif.

5.3 Les procédures suivies seront appliquées de manière telle que le conjoint puisse entreprendre une activité à but lucratif dans les meilleurs délais. À cet égard, les formalités nécessaires pour obtenir l'autorisation d'exercer une activité à but lucratif seront accomplies rapidement.

ARTICLE 6
Durée et dénonciation

Le présent Accord restera en vigueur pour une période indéfinie, chacune des Parties pouvant y mettre fin à tout moment, moyennant un préavis de six (6) mois adressé par écrit à l'autre Partie.

ARTICLE 7
Rapatriement de fonds

Les personnes autorisées à exercer une activité à but lucratif dans le cadre du présent Accord pourront rapatrier les revenus découlant d'une telle activité du territoire de l'État de la Partie où l'activité est exercée, conformément aux conditions établies pour les travailleurs étrangers dans la législation nationale dudit État.

ARTICLE 8
Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date d'échange de la dernière notification de l'accomplissement des procédures constitutionnelles et légales requises.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment mandatés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Pretoria, le .14.... janvier ..... 2016, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française, néerlandaise et anglaise, tous les textes faisant également foi.

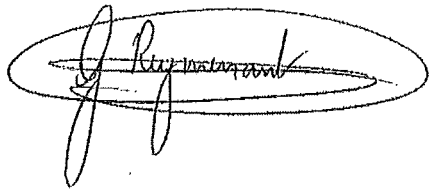
POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:

représenté par:
Le Gouvernement fédéral:

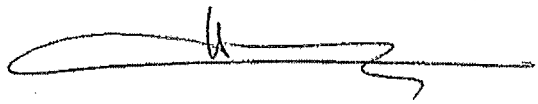
Le Gouvernement wallon:

POUR LA REPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD:

Le Gouvernement flamand:



Le Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale:



OVEREENKOMST

TUSSEN

HET KONINKRIJK BELGIË

EN

DE REPUBLIEK ZUID-AFRIKA

INZAKE

HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN

DOOR PARTNERS VAN HET DIPLOMATIEK EN CONSULAIR PERSONEEL

OVEREENKOMST
TUSSEN
HET KONINKRIJK BELGIË
EN
DE REPUBLIEK ZUID-AFRIKA
INZAKE
HET VERRICHTEN VAN BETAALDE WERKZAAMHEDEN
DOOR PARTNERS VAN HET DIPLOMATIEK EN CONSULAIR PERSONEEL

HET KONINKRIJK BELGIË,
vertegenwoordigd door:

De Federale Regering
De Vlaamse Regering
De Waalse Regering
De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

EN

DE REPUBLIEK ZUID-AFRIKA

GELEID DOOR de wens een overeenkomst te sluiten teneinde het verrichten van betaalde werkzaamheden door bepaalde gezinsleden van het personeel van de diplomatieke zendingen van de Zendstaat dan wel van consulaire posten die deze heeft op het grondgebied van de Ontvangende Staat, te vergemakkelijken;

ZIJN het volgende overeengekomen:

ARTIKEL 1
Voorwaarden

1.1 Op grond van wederkerigheid mag de partner van een personeelslid van de Zendstaat onder bepaalde voorwaarden in de Ontvangende Staat betaalde werkzaamheden verrichten.

1.2 Voor de toepassing van deze Overeenkomst wordt verstaan onder:

(a) "personeelslid van de Zendstaat": een diplomatiek ambtenaar, een lid van het administratieve of technische personeel en van het bedienend personeel van de diplomatieke zending dat is aangemeld bij de Ontvangende Staat of bij internationale organisaties die een zetel hebben in de Ontvangende Staat, een consulair ambtenaar, een consulair bediende en een lid van het bedienend personeel van de consulaire post, dat geen onderdaan is van de Ontvangende Staat of geen vaste verblijfhouder op zijn grondgebied;

(b) "partner": een persoon die als dusdanig door de Ontvangende Staat werd erkend, die een personeelslid van de Zendstaat vergezelt en die geen ingezetene is van de Ontvangende Staat of geen vaste verblijfhouder op zijn grondgebied. Met dit begrip wordt ook de wettelijke partner bedoeld;

(c) "Diplomatiek Verdrag" betekent het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer van 1961;

(d) "Consulair Verdrag " betekent het Verdrag van Wenen inzake consulair verkeer van 1963.

1.3 Op aanvraag krijgt de partner de toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten. Deze toestemming kan ingaan vanaf de aanstelling van het personeelslid van de Zendstaat en vervalt wanneer de aanstelling eindigt.

1.4 De toestemming voor een partner om betaalde werkzaamheden te verrichten vervalt:

(a) wanneer de aanstelling van het personeelslid van de Zendstaat eindigt; of

(b) wanneer de partner niet langer deel uitmaakt van het gezin.

1.5 De toestemming voor een partner om betaalde werkzaamheden te verrichten wordt verleend overeenkomstig de wetten en voorschriften die in de Ontvangende Staat van kracht zijn en betekent niet dat de begunstigde wordt vrijgesteld van de wettelijke of andere vereisten inzake betaalde werkzaamheden, ongeacht of deze persoonsgegevens, professionele, commerciële of andere kwalificaties betreffen waarvan de belanghebbende het bewijs dient te leveren voor het verrichten van bedoelde werkzaamheden.

ARTIKEL 2
Civiel- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht

2.1 Ingeval de partner civiel- en administratiefrechtelijke immuniteit van rechtsmacht geniet in de Ontvangende Staat, overeenkomstig het Diplomatiek Verdrag, het Consulair Verdrag, dan wel enig ander toepasselijk internationaal verdrag, is deze immuniteit niet van toepassing op handelingen die voortvloeien uit het verrichten van betaalde werkzaamheden welke onder het burgerlijk en administratief recht van de Ontvangende Staat vallen.

2.2 In dat geval zal de Zendstaat ook afstand doen van de immuniteit van tenuitvoerlegging van alle gerechtelijke uitspraken tegen de betreffende partner.

ARTIKEL 3
Immuniteit ten aanzien van strafzaken

Ingeval de partner immuniteit geniet ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken van de Ontvangende Staat, overeenkomstig de bepalingen van het Diplomatiek Verdrag, het Consulair Verdrag, dan wel van enig ander internationaal verdrag:

a) doet de Zendstaat afstand van de immuniteit van de rechtsmacht in strafzaken die de partner ten aanzien van de Ontvangende Staat geniet met betrekking tot elk handelen of nalaten dat voortvloeit uit de betaalde werkzaamheden, behalve in bijzondere gevallen wanneer de Zendstaat van mening is dat het doen van afstand in strijd zou kunnen zijn met zijn belangen; en

b) het doen van afstand van immuniteit ten aanzien van de rechtsmacht in strafzaken wordt niet geacht mede betrekking te hebben op de immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van de rechterlijke uitspraak, waarvan uitdrukkelijk afstand moet worden gedaan. In dergelijk geval neemt de Zendstaat het verzoek van de Ontvangende Staat ernstig in overweging.

ARTIKEL 4
Belasting- en sociale zekerheidsstelsels

In overeenstemming met de bepalingen van het Diplomatiek Verdrag, het Consulair Verdrag dan wel krachtens enig ander toepasselijk internationaal verdrag is de partner onderworpen aan de belasting- en sociale zekerheidsstelsels van de Ontvangende Staat, ten aanzien van alles wat verband houdt met het verrichten van bedoelde werkzaamheden in deze Staat.

ARTICLE 5
Procedures

5.1 Elk verzoek om toestemming voor het verrichten van betaalde werkzaamheden wordt uit naam van de partner door de ambassade van de Zendstaat gestuurd naar de dienst Protocol van het Departement Internationale Betrekkingen en Samenwerking van de Republiek Zuid-Afrika dan wel naar de Directie Protocol van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van het Koninkrijk België.

5.2 Na verificatie of de betrokkene een partner is zoals voorzien in het toepassingsgebied van deze Overeenkomst en na onderzoek van het officiële verzoek, zal de regering van de Ontvangende Staat de ambassade van de Zendstaat ervan in kennis stellen dat de partner de betaalde werkzaamheid mag uitoefenen.

5.3 De gevolgde procedures worden dusdanig toegepast dat de partner zo snel mogelijk betaalde werkzaamheden kan verrichten. In het verlengde hiervan zal onverwijld worden overgegaan tot de formaliteiten voor het verkrijgen van de toestemming om betaalde werkzaamheden te verrichten.

ARTIKEL 6
Duur en beëindiging

Deze Overeenkomst blijft voor onbepaalde duur van kracht, met dien verstande dat elk van de Partijen ze te allen tijde kan beëindigen door hiervan zes (6) maanden van te voren schriftelijk kennis te geven aan de andere Partij.

ARTIKEL 7
Repatriëring van geldmiddelen

Personen die in het kader van deze Overeenkomst de toestemming hebben om betaalde werkzaamheden te verrichten mogen hun bezoldigingen voor deze werkzaamheden repatriëren vanop het grondgebied van de staat van de Partij waar de werkzaamheden worden uitgevoerd, overeenkomstig de voorwaarden die in de nationale wetgeving van de betreffende staat voor buitenlandse werknemers zijn vastgelegd.

ARTIKEL 8
Inwerkingtreding

Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de dag van uitwisseling van de laatste kennisgeving van de voltooiing van de grondwettelijke en wettelijke procedures.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Regeringen, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Pretoria, op .14.... januari..... 2016, in twee originele exemplaren, in de Nederlandse, de Franse en de Engelse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

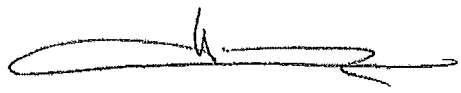
VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

VOOR DE REPUBLIEK ZUID-AFRIKA:

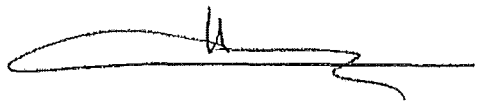
vertegenwoordigd door:
De Federale Regering:

De Vlaamse Regering:

De Waalse Regering:



De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:



AGREEMENT

BETWEEN

THE KINGDOM OF BELGIUM

AND

THE REPUBLIC OF SOUTH AFRICA

ON

THE GAINFUL OCCUPATION

OF SPOUSES OF DIPLOMATIC AND CONSULAR STAFF

AGREEMENT
BETWEEN
THE KINGDOM OF BELGIUM
AND
THE REPUBLIC OF SOUTH AFRICA
ON
THE GAINFUL OCCUPATION
OF SPOUSES OF DIPLOMATIC AND CONSULAR STAFF

THE KINGDOM OF BELGIUM,
represented by

The Federal Government
The Flemish Government
The Government of the Walloon Region
The Government of the Brussels-Capital Region

AND

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF SOUTH AFRICA

DESIRING to conclude an agreement which aims to facilitate the gainful occupation of certain family members of personnel of diplomatic missions from the sending State or of consular posts of the latter on the territory of the receiving State;

AGREE on the following:

ARTICLE 1
Conditions

1.1 On a reciprocal basis, the spouse of an employee of the sending State is authorized to engage in gainful occupation in the receiving State on the following conditions.

1.2 For the purpose of the present Agreement:

(a) "an employee of the sending State" means a diplomatic agent, a member of the administrative and technical staff and of the service staff of the diplomatic mission assigned to the receiving State or to international organizations with a seat in the receiving State and a consular officer, a consular employee and a member of the service staff of the consular post, who is not a national or a permanent resident of the receiving State;

(b) "a spouse" means a person who the receiving State has recognized as such, accompanying an employee of the Sending State and who is not a national or a permanent resident of the receiving State, and includes a legal partner;

(c) "Diplomatic Convention" means the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 1961;

(d) "Consular Convention" means the Vienna Convention on Consular Relations of 1963.

1.3 Upon application, a spouse shall be authorised to engage in gainful occupation from the time of assignment of the employee of the sending State, until the time of conclusion of the term of the assignment.

1.4 Authorisation for a spouse to engage in gainful occupation shall lapse on the date:

(a) that the employee of the sending State's assignment terminates; or

(b) the spouse ceases to have the status of a member of the family.

1.5 Authorisation for a spouse to engage in gainful occupation is given in accordance with the laws and regulations in force in the receiving State and shall not imply exemption from any legal or other requirements which apply to any gainful occupation, whether relating to personal characteristics, professional or trade qualifications or otherwise which the individual concerned must possess to engage in such occupation.

ARTICLE 2
Immunity from Civil and Administrative Jurisdiction

2.1 In the case of a spouse enjoying immunity from the civil and administrative jurisdiction of the receiving State in accordance with the Diplomatic Convention, the Consular Convention or any other applicable international instrument, this immunity shall not apply in respect of any act carried out in the course of the gainful occupation and falling within the civil and administrative law of the receiving State.

2.2 In such a case, the sending State shall also waive the immunity from execution of any sentence against such a spouse.

ARTICLE 3
Immunity from Criminal Jurisdiction

In the case of a spouse enjoying immunity from the criminal jurisdiction of the receiving State in accordance with the Diplomatic Convention, the Consular Convention or any other applicable international instrument:

(a) the sending State shall waive the immunity from the criminal jurisdiction enjoyed by the spouse with regard to the receiving State in respect of any act or omission arising from the gainful occupation, except in special instances where the sending State considers that such a waiver could be contrary to its own interests; and

(b) such a waiver of immunity from criminal jurisdiction shall not be construed as extending to immunity from execution of the sentence, for which a separate waiver shall be required. In the case of such a request, the sending State shall give serious consideration to the request of the receiving State.

ARTICLE 4
Taxation and Social Security Regimes

In accordance with the provisions of the Diplomatic Convention, the Consular Convention or of any other applicable international instrument, a spouse shall be subject to the taxation and social security regimes applicable in the receiving State for all matters connected to their gainful occupation in that State.

ARTICLE 5
Procedures

5.1 All requests for authorisation to engage in gainful occupation shall be sent, on behalf of the spouse, by the Embassy of the sending State to the State Protocol at the Department of International Relations and Cooperation of the Republic of South Africa or to the Protocol Division of the Federal Public Service Foreign Affairs, Foreign Trade and Development Cooperation of the Kingdom of Belgium as applicable.

5.2 Upon verification that the individual is a spouse within the scope of this Agreement and processing of the official request, the Embassy of the sending State shall be informed by the government of the receiving State that the spouse is eligible for gainful occupation.

5.3 The procedures followed shall be applied in a way that enables the spouse to engage in gainful occupation as soon as possible. In this regard the formalities for authorisation to take up gainful occupation shall be issued expeditiously.

ARTICLE 6
Duration and Termination

This Agreement shall remain in force for an indefinite period, with either Party being able to terminate it at any time by giving six (6) months' notice in writing to the other Party.

ARTICLE 7
Repatriation of Funds

Persons authorized to enter into gainful occupation within the framework of this Agreement shall be allowed to repatriate their remuneration for such occupation from the territory of the state of the Party where the occupation is engaged in, in accordance with the conditions laid down for foreign workers in the domestic law of such state.

ARTICLE 8
Entry into Force

This Agreement shall enter into force on the first day of the second month following the date of exchange of the last notification of the completion of the necessary constitutional and legal procedures.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE at Pretoria this .14th.. day of ...January..... 2016, in two original copies, each in the French, Dutch and English languages, each text being equally authentic.

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:

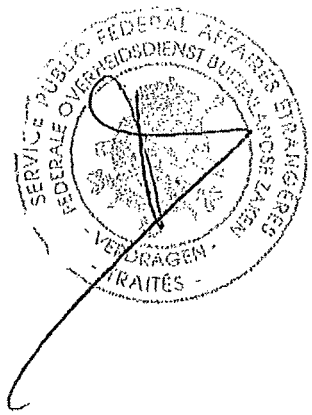
represented by:
The Federal Government:

The Flemish Government:

FOR THE REPUBLIC OF SOUTH AFRICA:

The Government of the Walloon Region:

The Government
of the Brussels-Capital Region:



COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT

Bruxelles,
Brussel, 26/01/2016

Le Chef du Service des Traités
du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen
van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van België